

### Questions orales

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, le gouvernement a en effet l'obligation de s'assurer, d'abord en ce qui concerne les employés touchés, que si l'on pêche par excès, c'est toujours dans le sens de la justice et de la générosité envers les employés. Je reconnais aussi que le gouvernement du Canada a l'obligation de garantir que les mesures fiscales qu'il propose produiront des emplois durables pour les habitants du Cap-Breton.

Les gens de cette région ont connu des moments difficiles et je ne me rappelle pas que l'est de la Nouvelle-Écosse ait jamais eu la vie facile. La vie dans cette région n'a jamais été facile. Il existe des problèmes particuliers dans la région et tous les députés le reconnaissent. Je sais que nous avons l'obligation de tout faire pour créer des emplois durables au Cap-Breton.

#### ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'AGIR

**M. David Dingwall (Cape Breton-Richmond-Est):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au très honorable premier ministre. Je lui signale que, le 4 mars dernier, la ministre de l'Énergie des Mines et des Ressources a dit ceci au syndicat:

Rien ne sera fait au sujet de l'avenir des usines d'eau lourde de l'EACL au Cap-Breton sans un examen complet et approfondi des répercussions de la décision envisagée.

Les syndicats visés n'ont pas été consultés. Je voudrais demander au premier ministre d'ordonner à la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et au ministre de l'Expansion industrielle régionale de respecter leurs engagements envers les habitants et les travailleurs de la Nouvelle-Écosse en créant des emplois dès maintenant, et non dans 50 ans. Le premier ministre respectera-t-il cet engagement?

**L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, en guise de réponse, je tiens à garantir au député qu'il y aura des emplois pour les habitants du Cap-Breton. Pour ma part, je suis convaincu qu'il y aura autant d'emplois de créés que le nombre mentionné par le député avant que le nombre d'emplois diminue aux usines d'eau lourde.

\* \* \*

### LE BUDGET

#### LES CONSÉQUENCES POUR LES SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES ET POUR LES RETRAITÉS

**M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. En 1980, le parti conservateur a promis des concessions fiscales aux sociétés pétrolières et dans le document budgétaire qui n'a pas été publié, il est dit qu'en 1990, le gouvernement leur fera cadeau de 2.4 millions en renonçant à un seul impôt, la taxe sur les recettes pétrolières et gazières. En 1980, le parti conservateur a promis de ne pas désindexer les pensions de retraite, mais dans le budget, il a éliminé . . .

**M. le Président:** A l'ordre. Le préambule devient plus long que la question.

**M. Waddell:** Monsieur le Président, pourquoi fait-on deux poids deux mesures? Pourquoi trouve-t-on juste d'accorder aux

sociétés pétrolières 2.4 milliards et d'enlever de l'argent aux retraités?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, le député n'a sans doute pas compris que ce budget propose toute une gamme de mesures en vue de réaliser deux choses. D'une part il s'agit de créer des emplois dans les secteurs qui exercent la plus forte influence sur l'activité économique. Le premier est la petite entreprise, le deuxième est le secteur de la recherche et du développement et le troisième l'exploitation de l'énergie. Ces emplois seront créés dans toutes les régions du pays. Comme je l'ai déjà dit, ils verront le jour aussi bien à Vancouver-Kingsway qu'à Halifax. Voilà le genre de chose que nous tentons de faire. Nous essayons de réduire le taux de chômage afin que les enfants et les petits-enfants de ces personnes âgées puissent avoir des emplois.

**M. Waddell:** Monsieur le Président, le ministre n'ignore pas qu'il prend de l'argent aux retraités pour le donner aux sociétés pétrolières. Va-t-il enlever leur chèque aux pensionnés pour le donner à ses amis . . .

**M. le Président:** A l'ordre.

**Des voix:** Règlement!

**M. Waddell:** Va-t-il leur donner \$530 millions? Va-t-il aller chercher cet argent dans les poches des retraités canadiens?

**Des voix:** Règlement! Jetez-le dehors.

**M. le Président:** A l'ordre. La parole est au député de Grand Falls-White Bay-Labrador.

#### LA DÉCLARATION ATTRIBUÉE AU MINISTRE DE LA JUSTICE

**L'hon. William Rompkey (Grand Falls-White Bay-Labrador):** Monsieur le Président, on a envoyé la semaine dernière le ministre de la Justice à Terre-Neuve et dans le Canada atlantique pour faire passer un budget qui est le coup le plus dur jamais porté à l'économie de la région de l'Atlantique. Le ministre de la Justice le savait, car il a déclaré, comme le rapporte l'*Evening Telegram* du 25 mai 1985:

S'il s'avère que les orientations du budget risquent d'avoir des conséquences néfastes pour des zones régionales défavorisées, on apportera des modifications . . .

Le ministre des Finances est-il d'accord avec cela? Peut-il éprouver de la compassion? Respectera-t-il l'engagement du ministre de la Justice? Si nous pouvons lui montrer, et nous le pouvons, que ce budget va paralyser la région de l'Atlantique, y apportera-t-il des changements?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, j'ai toujours dit dans le passé que j'étais le contraire de l'intransigeance. Nous avons présenté un budget qui, je le crois, a été bien accueilli dans l'ensemble du pays. J'écoute le peuple. Nous allons poursuivre nos consultations. Elles ne se sont pas interrompues le 23 mai. Nous allons les poursuivre en vue des budgets futurs que présentera notre gouvernement. Oui, nous voulons bien être souples, mais nous croyons que l'approche que nous avons choisie en nous démarquant très nettement du passé est la bonne, et nous avons l'intention de lui donner toutes ses chances.